

Préambule au CCE des 23 et 24 mars 2017

Paupérisation du service public

Depuis des années les seules orientations fixées par les tutelles pour FTV sont des exigences d'économies, de réduction des ambitions et des moyens. Dernier épisode en date, le rapport de la Cour des Comptes d'octobre 2016.

L'entreprise n'est pas encore remise du choc de 2008 et de la décision de Nicolas Sarkozy de supprimer la pub, son modèle économique est encore loin d'être stabilisé. FTV aura perdu en gros 10 % de ses moyens et 10 % de ses effectifs en moins en 10 ans. Aujourd'hui FTV est un colosse aux pieds d'argile, structurellement sous-financé.

Contrairement à ses engagements de campagne, François Hollande n'a jamais cru bon d'augmenter la redevance ou d'élargir son assiette comme l'ont fait nos voisins allemands. Au contraire, dès son arrivée en 2012, il a amputé FTV de plus de 200 M€ des ressources publiques qui auraient du lui être allouées.

Dans le même temps FTV a du faire face aux défis majeurs de la transition numérique, un chantier abordé avec retard et toujours à

moyens constants. C'est pour cela que malgré des critiques comme celles qui apparaîtront lors de ce CCE, nous avons jugé plutôt positivement le lancement de franceinfo qui vise les nouvelles générations et les nouveaux usages.

Cette révolution numérique bouscule tous les modèles traditionnels. Aujourd'hui le fait d'être un diffuseur n'est plus un avantage. FTV se retrouve face à la concurrence de groupes aux dimensions mondiales comme Netflix, Google ou Amazon, qui diffusent leurs contenus par abonnement, sans tenir compte des frontières et de manière délinéarisée.

Nous sommes également face aux concurrents français qui réalisent sous nos yeux des concentrations à marche forcée comme Bolloré avec Canal Plus et ses studios ou Patrick Drahi qui possède à la fois les tuyaux et les contenus (BFM, SFR, Libération...). Dans ce contexte ce qui importe ce ne sont pas les fréquences mais les catalogues et les programmes que l'on fabrique et dont on détient les droits.

Feuilleton de Montpellier

Nous ne pouvons donc que saluer le changement de cap dans nos relations avec les producteurs privés et la modification des décrets Tasca obtenue par les accords de décembre 2015. Nous réclamions cette modifi-

cation depuis des années et nous souhaitons aller encore beaucoup plus loin en supprimant les seuils de production dépendante.

C'est dans ce contexte, qu'il était utile de rappeler que nous allons commencer à dé-

battre d'un nouveau feuilleton pour FTV diffusé sur France 2, produit et fabriqué en interne, dans un site de vastes dimensions à Montpellier. Apparemment un projet industriel de grande ampleur pour l'entreprise.

Nous commençons à connaître la méthode de Delphine Ernotte : fixer un cap, y aller rapidement pour rendre les choses irréversibles et, comme disait le général De Gaulle, « l'intendance suivra ». Il est vrai que le contexte électoral est le pire qui soit pour une entreprise qui dépend autant de la décision politique. Le changement à la tête de l'Etat est aujourd'hui impossible à prévoir mais il est certain et ses conséquences pourraient s'avérer déterminantes pour FTV.

Nous pouvons donc à la fois juger positivement l'intention affichée de ce projet et être aussi inquiets des dégâts collatéraux que cette restructuration majeure pourrait en-

trainer pour l'ensemble de la filière de production.

Nous en voyons déjà les signes avec le projet de fermeture du site de production de Marseille à la Valentine, la réduction du nombre de fictions ou le transfert de la post production au Franay (sur le site de production à Saint Cloud). Nous sommes d'autant plus inquiets que le calendrier que s'est fixé la direction est encore plus serré que celui de franceinfo avec un début de fabrication du feuilleton dans 5 mois et une mise à l'antenne dans 9 mois à peine...

Tout cela comporte de nombreux flous sur l'avenir des sites actuels de la filière, le devenir de ses emplois et la diversité de ses métiers. Si on peut saluer cette volonté d'investir dans un nouvel outil de production on peut aussi exprimer la crainte qu'il ne soit principalement financé que par des gains de productivité et des redéploiements...

Pour une stratégie industrielle offensive

Défendre et valoriser notre industrie de programmes est un des combats historiques de la CGT de FTV. Combattre pour la réinternalisation des émissions que nous diffusons, obtenir un juste retour sur les investissements que nous consentons, lutter contre la désindustrialisation du secteur et les délocalisations, c'est aussi lutter pour le service public.

La filière de production de FTV vit depuis des années avec l'épée de Damoclès de sa suppression suspendue au dessus de sa tête. Récemment encore, le rapport de la Cour des Comptes s'interrogeait sur la pertinence de disposer d'une production exécutive intégrée pour les programmes de stock. Face à ces menaces, la réponse doit être offensive.

Toute cette semaine, les équipes de la filière de Lyon ont testé les tournages sur fonds verts que le projet de Montpellier prévoit d'utiliser largement pour le feuilleton. Pour ce faire, ils ont investi le grand plateau de 350 m2, ce même plateau que les directions successives avaient tenté de fermer à plusieurs reprises et que la mobilisation du personnel a toujours réussi à empêcher. L'histoire leur donne raison.

Ce n'est qu'avec les personnels de la filière, leur histoire, leur solidarité, leur culture commune, leur attachement à leurs missions de service public et à l'aménagement audiovisuel du territoire que le projet de feuilleton pourra prendre vie et pérenniser nos emplois.

Paris, le 23 mars 2017